

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 10/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WIENERBERGER (carrière argiles jaunes)

8 rue du Canal
67204 Achenheim

Références : UID257090/SPR/BB/2024-0605D
Code AIOT : 0003301593

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement WIENERBERGER (carrière argiles jaunes) implanté Lieu dit Pommerot 25170 Lantenne-Vertière. L'inspection a été annoncée le 22/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WIENERBERGER (carrière argiles jaunes)
- Lieu dit Pommerot 25170 Lantenne-Vertière
- Code AIOT : 0003301593
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière d'argile jaune autorisée par l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2018 pour

une durée de 16 ans.

La production annuelle autorisée est de 34 000 tonnes en moyenne et de 40 000 tonnes au maximum.

La carrière approvisionne en matériaux l'usine de fabrication de tuiles située à proximité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Niveaux de production	Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 2.1.2	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 2.3.1	Sans objet
3	Période d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 3.1.1	Sans objet
4	Épaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 3.1.2.2	Sans objet
5	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 9.2.1	Sans objet
6	Surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 9.2.2	Sans objet
7	Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 10.1.1	Sans objet
8	Commission locale de concertation et de suivi	Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 3.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater une exploitation satisfaisante de la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Prescription contrôlée : Le volume total de matériaux autorisé à extraire est de 245 250 m ³ d'argiles jaunes, soit 490 500 tonnes. Sur une période correspondant à chaque phase, la moyenne annuelle de quantité de matériaux extraits ne dépasse pas 34 000 tonnes d'argiles jaunes par an. L'extraction est réalisée à l'aide d'engins de chantiers (pelles, tombereaux, bulls), sans usage d'explosifs. Le matériau est ensuite stocké temporairement sur site, puis transporté par camions vers la zone de stockage à proximité de l'usine de fabrication des tuiles (en dehors de la carrière). Aucune installation de traitement du matériau n'est exploitée sur la carrière
Constats : La quantité extraite pour 2023 déclarée par l'exploitant est inférieure à la quantité autorisée.

Les produits sont stockés au niveau de l'usine de fabrication de tuiles.
L'extraction est en retard par rapport au phasage prévu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant, préalablement à la mise en activité de la carrière, constitue des garanties financières d'un montant au moins égal à celui indiqué dans le tableau ci-dessous Phase 1: 65490; Phase 2: 70 812
Constats : L'exploitation dispose d'une attestation de garanties financières pour la phase 2 pour un montant de 83 894 €. Cette attestation est valable du 13/11/2023 au 12/11/2028.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Période d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Prescription contrôlée : Les activités de la carrière sont limitées chaque année à 2 jours dans la période de septembre à octobre pour le décapage et à 4 semaines dans la période d'avril à octobre pour les autres activités (extraction, chargement de matériaux, etc.). Elles se déroulent du lundi au vendredi de 7h30 à 17h30. L'activité de la carrière n'est autorisée que lorsque l'autre carrière, exploitée au lieu dit « La Tuilerie » par le bénéficiaire de la présente autorisation, n'est pas en activité. Chaque année, l'exploitant informe au préalable l'inspection de l'environnement de la date de commencement de l'activité de la carrière.
Constats : Pour l'année 2024, la période d'exploitation n'a pas débuté. Elle a lieu en juillet pour l'année 2023. Pour 2024, l'exploitant prévoit également une phase de décapage en septembre. Les mêmes personnes travaillent sur la carrière Pommerot et la carrière « La Tuilerie », ce qui fait qu'il n'y a pas d'activité en même temps sur les deux sites.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Épaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 3.1.2.2
--

Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Prescription contrôlée : L'épaisseur d'extraction maximale est de 5,5 mètres d'argiles jaunes, soit 6 mètres au plus en prenant en compte les limons de surface, et la cote minimale d'extraction est de 250 mètres NGF pour les deux premières phases et 243 mètres NGF pour la troisième phase.
Constats : La cote minimale d'extraction est de 265 m NGF selon le dernier plan topographique de l'exploitant. Le gisement est exploité selon 2 gradins faisant entre 2,5 m et 3 m de hauteur au maximum.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 9.2.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Eau			
Prescription contrôlée : Les dispositions minimums suivantes sont mises en oeuvre : Deux fois par an dont une mesure en période d'activité de la carrière.			
Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de lamesure
Matières en suspension	1305	Instantané ou moyen sur 24 heures	Deux fois par an dont une mesure en période d'activité de la carrière
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314		
Hydrocarbures totaux (HCT)	7009		
Constats : Deux mesures ont été réalisées en 2023 en sortie du bassin de décantation des eaux de ruissellement, au mois de mars et d'octobre 2023. Les valeurs maximales mesurées sont les suivantes: MES: 70,1 mg/l DCO: 20,5 mg/l Hydrocarbures : < LQ Elles sont conformes aux valeurs limites d'émission, la valeur pour les MES étant égale à la valeur maximum autorisée pour un prélèvement instantané.			
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit être vigilant vis-à-vis de la concentration en MES et s'assurer du bon			

fonctionnement du bassin de décantation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès les premiers jours d'exploitation de la carrière la première année et ensuite, à chaque changement de phase d'exploitation. Les points de mesure sont ceux utilisés dans l'étude d'impact de la demande d'autorisation environnementale.
Constats : Une mesure des niveaux sonores a été réalisée le 21/09/2022. Les valeurs limites en zone à émergence réglementée et en limite de sites sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Suivi écologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 10.1.1
Thème(s) : Autre, Biodiversité
Prescription contrôlée : Un suivi annuel est réalisé quelques jours avant le commencement de l'activité saisonnière de la carrière, pour détecter la présence sur le site du crapaud vert ou de toute autre espèce protégée pionnière. Ce suivi fait l'objet de comptes-rendus conservés jusqu'à la remise en état du site, et mis à disposition de l'inspection de l'environnement. En cas de détection d'une telle présence, des mesures de vigilance en phase de travaux sont définies et mises en œuvre en vue de respecter la législation relative à la protection des espèces protégées et notamment les dispositions de l'article L.41 1-I du code de l'environnement. L'exploitant transmet à l'inspection de l'environnement le compte-rendu de suivi et les mesures de vigilance envisagées avant commencement de l'activité de la carrière.
Constats : L'exploitant a transmis le bilan du suivi écologique réalisé en 2023. Ce rapport fait état de la présence du crapaud vert, mais en dehors des zones en cours d'extraction.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Commission locale de concertation et de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 3.4.1
Thème(s) : Autre, Concertation
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant met en place une commission locale de concertation et de suivi. Sa composition comprend au minimum un représentant de l'exploitant, un représentant des communes concernées, les riverains et un représentant de chaque association de protection de l'environnement locale. Les membres de la commission, le préfet et l'inspection de l'environnement sont informés de la tenue de chaque réunion par courriel lorsque les adresses électroniques ont été communiquées par les personnes intéressées à l'exploitant, et par affichage (établissement, mairie).</p> <p>La commission se réunit au moins une fois par an les deux premières années d'exploitation, puis sur sollicitation d'un des membres de la commission dans la limite maximale d'une réunion par an. La première réunion a lieu entre 15 et 60 jours avant l'ouverture programmée de la carrière.</p> <p>L'exploitant présente lors des réunions les actions menées et programmées pour respecter les dispositions du présent arrêté, les résultats de la surveillance, des suivis et des diagnostics réalisés depuis la précédente réunion.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière réunion de la Commission locale de concertation et de suivi a eu lieu le 13 décembre 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>